



Communiqué du conseil syndical de SUD Trésor
le 22 janvier 2009 à Paris

29 Janvier

Toutes les raisons de faire Grève

Huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, Solidaires, FSU) appellent ensemble à organiser grève et manifestations le 29 janvier. Il s'agit bien d'associer l'ensemble des salarié-e-s du secteur privé, du secteur public, de la fonction publique, en activité, en retraite, au chômage, en formation !

Des luttes, il y en a ...

Dans les dernières semaines de 2008, on a vu de nombreuses grèves : Education nationale, SNCF, Poste, Audiovisuel, ANPE/ASSEDIC, INSEE, Caisses d'Epargne, Météo France, ONF, AFPA, etc. Les lycéen-ne-s ont fait reculer Darcos, il y a aussi les grèves de travailleurs/ses Sans-Papiers qui se poursuivent en Ile De France... Et des mouvements locaux ou dans bien des secteurs : commerce, industrie, nettoyage, etc. Les luttes pour l'emploi et les salaires se multiplient dans le secteur privé ...



Les fonctionnaires

dans le collimateur du gouvernement...

⊙ **Les suppressions massives d'emplois** dans la Fonction publique de l'Etat et le désengagement progressif de l'Etat.

⊙ **La politique salariale** conduite depuis plusieurs années est catastrophique pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires. A défaut d'une revalorisation du point d'indice à hauteur de l'inflation, les personnels ne peuvent compter que sur leurs avancements d'échelon, leurs avancements de grade ou leur promotion pour maintenir leur pouvoir d'achat, alors que cela devrait leur permettre de l'améliorer. Ni les « toilettes » successifs des grilles de catégorie C nécessaires pour les maintenir au niveau du SMIC, ni la mise en place de la GIPA ne peuvent cacher la réalité des chiffres : les fonctionnaires ont perdu plus de 6% de pouvoir d'achat depuis 5 ans.

Pire : le projet annoncé par Sarkozy de **rémunération au mérite** se met en place. Première étape : l'instauration, par décret du 22 décembre 2008, d'une « prime de fonction et de résultats » (PFR) pour les personnels administratifs de l'Etat, devant à terme remplacer le régime indemnitaire et s'étendre à l'ensemble des fonctionnaires. La rémunération sera clairement découpée en deux parties : une partie liée à l'indice, une seconde liée d'une part au niveau de responsabilité, d'autre part à la manière individuelle de servir définie au cours de l'évaluation annuelle.

C'est principalement sur cette seconde partie que porteront à l'avenir les augmentations de salaire.

⊙ **Le dynamitage de la fonction publique et de son statut au travers :**

- **de la RGPP** (Révision Générale des Politiques Publiques), et de la politique des résultats quelle impose. La création de la DGFIP s'inscrit pleinement dans ce cadre tout comme la fusion de l'ASSEDIC et de l'ANPE dans le pôle emploi ...

- **de la RADE** (Réorganisation Administrative Départementale de l'Etat), fusion de tous les services de l'Etat sous l'autorité du préfet et du ministère de l'intérieur ou pourrait aboutir la gestion des collectivités territoriales à la fin du déploiement d'Hélios.

- **du rapport Silicani** qui prône la mise en place des filières d'emplois au travers de bourse de recrutement c'est-à-dire au profil.

- **du projet de loi sur la mobilité** qui prévoit que dans le cadre de suppressions d'emploi trois propositions de reclassement soient offertes à l'agent sans aucune limite ni de métier, ni géographique : si celui-ci refuse, il est mis en disponibilité sans traitement. Ce projet que nous avons combattu mais qui est toujours d'actualité doit bientôt faire l'objet d'un examen parlementaire...

Ensemble, on est plus fort-e-s !

Une journée de grève et de manifestations, ce ne sera pas suffisant pour faire reculer le patronat et le gouvernement et il ne faut pas retomber dans la répétition des grèves de 24 heures, secteur professionnel par secteur professionnel. Nous devons construire un mouvement interprofessionnel prolongé qui rassemble. **Mais pour cela, il faut d'abord, tous ensemble faire du 29 janvier une journée de grève massive, des manifestations puissantes !**

A l'issue des manifestations où dès le lendemain SUD trésor appellent les agents à se rassembler afin de déterminer ensemble la suite à donner à cette journée.

Face aux attaques qui s'accélèrent ...

Contre nos droits de salariés : droit de grève, code du travail, contrat de travail avec licenciements facilités, 35 heures, suppressions massives d'emplois partout, extension au delà du mi-temps du chômage partiel... **Contre nos droits sociaux** : assurance maladie, accès aux soins pour tous (franchises médicales, fermeture des hôpitaux), retraites...

Contre les libertés : test ADN, fichage dès 13 ans, flicage accru des chômeurs, expulsions massives des sans-papiers, pénalisation des plus jeunes, répression, mise sous tutelle des média...

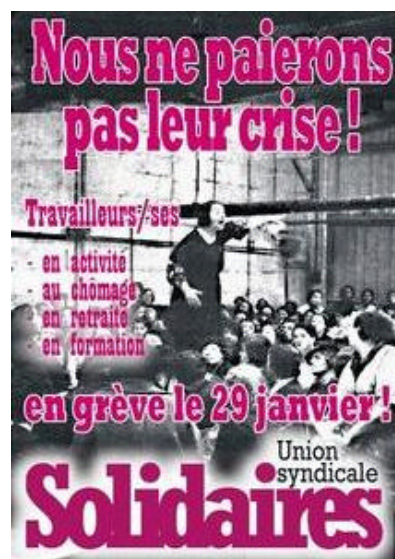
... le 29 janvier, nous serons dans l'action !

En faisant grève et en participant aux manifestations, nous montrerons que d'autres solutions sont possibles,

Depuis octobre, toutes les institutions (Etats, FMI, Banque centrale européenne, etc.) distribuent les milliards à tour de bras pour « *sauver le système de la crise qu'il traverse* ». Alors qu'il n'y avait pas d'argent pour nos salaires, pour les services publics, pour la sécu, pour nos retraites, ... alors qu'il fallait réduire la dette et le déficit public, des milliards sont offerts aux banquiers, aux patrons, aux actionnaires ... et le « déficit public » n'est plus un problème !

Après des dizaines d'années de bataille idéologique pour tenter de nous convaincre que la seule réalité possible c'est le marché, la libre concurrence, les privatisations, ... quand les bénéficiaires du système sont en difficulté, ils redécouvrent les bienfaits des aides publiques, mais pour leurs seuls intérêts privés. **Privatiser les profits, socialiser les pertes, demeure un principe de base du système économique capitaliste.** C'est pour cela que ces centaines de milliards d'euros ne sont pas utilisés pour lutter contre la faim dans le monde, pour loger celles et ceux qui survivent sans toit, pour créer des emplois stables, améliorer les conditions de travail ou pour augmenter les salaires et pensions.

Nous pouvons, nous devons refuser de payer leur crise : exigeons une autre répartition des richesses que nous produisons. Par notre travail, nous contribuons tous à la richesse collective.



Jeudi 29 janvier :

on fait grève et on

manifeste tous ensemble !